

n. 02

Juin 2017

EUROPEAN COALITION
BULLETIN





QUI SOMMES NOUS ?

La coalition européenne d'actions pour le droit au logement et à la ville est une plate-forme pour la convergence des mouvements qui luttent à travers l'Europe. Après avoir mené des luttes pendant des années, nous (groupes et mouvements sociaux composés de locataires, d'habitants de taudis ou de quartiers auto-construits, occupants de squats, ou d'habitats insalubres, victimes d'expulsions, victimes de l'endettement, professionnels et chercheurs) avons ressenti le besoin de nous rassembler pour renforcer ce combat, afin de pouvoir prendre des positions communes et engager des actions communes sur les problèmes du logement. En 2013, des groupes se sont réunis à Essen, Athènes et Paris pour analyser le contexte européen et s'accorder sur le besoin d'une plate-forme pour le droit au logement et à la ville, qui s'opposerait à l'avancée du capitalisme néolibéral dans tous les aspects de nos vies, la destruction et la marchandisation du logement public ou social, la dérégulation du marché, la privatisation des espaces et des services, le manque d'investissements publics, la financiarisation des systèmes d'offre de logements, et la spéculation immobilière qui ravage l'ensemble des villes européennes. Construites sur l'idée que le logement est une marchandise et renforcées par l'austérité, ces politiques appauvrissent les populations, rendant l'accès au logement décent plus difficile et augmentant les prix de l'immobilier, les loyers, le nombre d'expulsions et de personnes sans domicile. De cette façon, la ségrégation sociale de nos villes est maintenue et renforcée. Nos valeurs exigent les changements politiques, économiques et sociaux qui permettent l'accès à un logement décent pour tous. Nous exigeons aussi le droit de participer de manière efficace à la prise de décisions concernant les espaces et les ressources de nos villes, les communs qui appartiennent à tous. Nous voulons un environnement durable et la possibilité pour les habitants d'engager des relations avec la campagne. Nous nous opposons à toutes formes d'oppression et nous considérons que le logement est un enjeu transversal qui touche les gens de manière différente selon, par exemple, leur statut de migrant ou leur genre. Nous nous battons pour une démocratie réelle au niveau politique, économique, social, environnemental et urbain. La Coalition rassemble tous les mouvements et les personnes qui s'identifient à ses principes et objectifs et qui accep-

Pour le droit au logement et à la ville !

tent ses structures. La Coalition est une plate-forme anti-hiérarchique, démocratique et pluraliste, indépendante de tout parti ou toute croyance religieuse. A travers cette convergence, nous avons l'intention de renforcer nos luttes locales, de mettre en commun des ressources et des outils différents à travers le continent. En partageant nos connaissances, analyses et stratégies, nous construisons les liens entre des organisations de base, et ainsi créons les conditions pour la solidarité internationale. Nous construisons aussi notre capacité à mener des actions communes, à rendre plus visible l'actuel désastre du logement et à cibler ses causes. Enfin, nous voulons soutenir le développement de propositions alternatives, pleinement conscients du fait que ceci se fait pas à pas avec la construction de nos capacités à les réaliser.

QU'EST-CE QUE CETTE PUBLICATION ?

Voici le deuxième de nos bulletins semestriels. A travers ceux-ci, nous voulons répandre des informations sur les luttes du logement en cours à travers le continent, réfléchir sur pourquoi nous luttons et créer un espace d'analyse et de discussions entre les groupes actifs sur le front du logement. Nous espérons que ceci peut augmenter la visibilité des luttes pour le logement, donc nous vous demandons de le transmettre à d'autres et de le faire passer de main en main. Si vous voulez contribuer ou partager vos pensées, contactez housing@riseup.net. Cela nous a pris un certain temps pour le produire, donc dites-nous si vous voudriez nous aider. Nous écrivons pour la plupart dans une langue différente de notre langue maternelle, donc, s'il vous plaît, un peu de patience.

RÉSUMÉ

ACTIONS D'OCTOBRE 2016 #EUROPENOT4SALE (L'EUROPE N'EST PAS A VENDRE)

En Serbie - Don't Let Belgrade Drown voulait célébrer la journée de libération à Belgrade et rendre visible la lutte. Ils ont planifié un concert massif et l'ont annoncé avant les célébrations officielles, mais ont été jetés hors de la place publique alors que Don't let Belgrade Drown était seulement une célébration de la journée de la libération!

En Espagne - la PAH a fait une action sur Twitter avec des tweets préparés à l'avance en utilisant #Europenot4sale [L'Europe n'est pas à vendre], qui a réussi à obtenir l'intérêt des médias. Les gens ont envoyé des photos de nombreux groupes différents de la PAH.

En France - le DAL avait prévu de protester contre les expulsions illégales devant le ministère, mais un lourd dispositif policier les a obligés à s'arrêter à proximité. Il y a une nouvelle campagne pour rechercher des bâtiments vides au lieu de Pokémon

En Hongrie - A Varos Mindenkie a organisé une manifestation de 800 personnes pour le droit au logement, avec le soutien financier de la coalition européenne.

En République tchèque - Wake Up Houses a organisé une manifestation et un défilé de rue, menant à une occupation des bureaux de Blackstone (le plus grand fonds d'investissement privé au monde). Ils étaient habillés en femmes et hommes de ménage pour nettoyer les spéculateurs :)

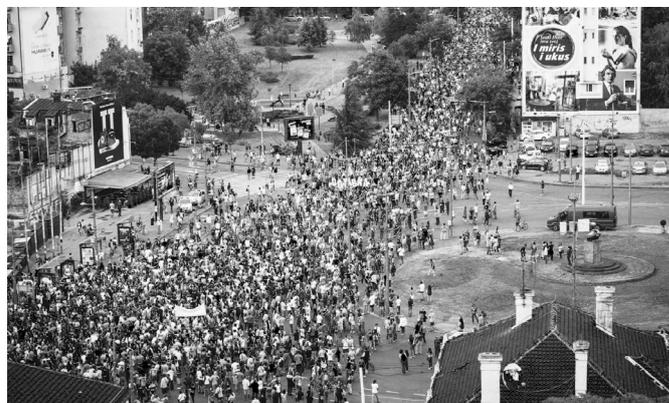
Au Royaume-Uni - Radical Housing Network a ciblé la conférence immobilière MIPIM de Londres portant sur le logement étudiant. Ils ont fait une vidéo d'une cascade d'argent des personnes qui se sont rendues au MIPIM pour l'organisme caritatif «Rendez-nous notre putain de loyer». Rent Strike a également occupé le bureau de l'entreprise de logement étudiant le même jour.

En Italie - Le Comitato Abitanti San Siro a participé au rassemblement étudiant pour mettre en évidence les bâtiments vides dans le centre-ville et y a tagué des messages.

Au Portugal - Habita! a organisé une action symbolique à un monument touristique central avec une bannière de 25 m en anglais et portugais (et une bannière de la coalition)!

In Cyprus - À Chypre - le Movement against Foreclosures crée des alliances, y compris la reconnaissance d'une approche commune avec le parti principal de gauche. L'action a aidé les gens à se déplacer et a été menée à la banque centrale et au gouvernement.

En Pologne - Wielkopolskie Stowarzyszenie Lokatorów a organisé une action fin octobre. Ils ont eu une victoire majeure vis-à-vis de la municipalité en obtenant un allègement de la dette pour les personnes qui devaient payer des loyers très élevés parce qu'ils n'avaient nulle part où aller lorsqu'ils étaient expulsés.



Don't Let Belgrade Drown – Concert massif à Belgrade, Octobre 2016

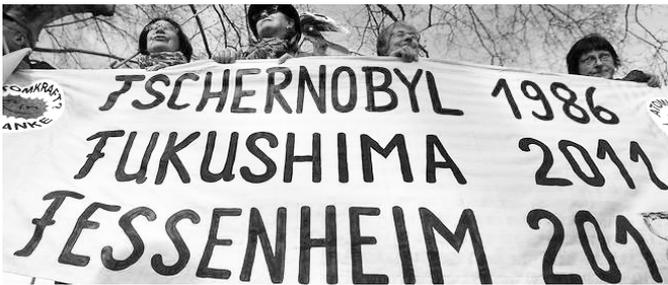
ACTIONS D'OCTOBRE 2017

Chaque année, en octobre, des mouvements à travers le monde organisent des actions pour le droit au logement. Lorsque le froid commence à frapper l'hémisphère nord, le sans-abrisme devient plus difficile encore, et il y a la Journée des expulsions zéro à réaliser et la Journée de l'ONU pour l'habitat à hacker. Au cours des 3 dernières années, la coalition a organisé des semaines d'action «No People Without Homes, No Homes Without People» [Personne sans maison, pas de maison sans personne] et «Europe Not 4 Sale» [L'Europe n'est pas à vendre],

réunissant nos mouvements et agissant en solidarité les uns avec les autres, afin d'apprendre et de grandir.

Cette année, nous cherchons plus de cohérence encore, avec 2 jours d'action le vendredi 6 et le samedi 7 octobre 2017.

Si vous entrez en contact avec housing@riseup.net, nous pouvons vous aider à organiser une action, même petite, et vous mettre en contact avec d'autres organisateurs.
Si vous êtes un groupe existant et souhaitez vous impliquer, faites-le nous savoir.
Nous publierons plus d'informations sur notre site internet à l'avenir.



Une manifestation en solidarité avec Fukushima

FUKUSHIMA SOLIDARITE

Nous avons rencontré quelques organisateurs du Japon au Forum social mondial à Montréal en août dernier. Nous avons depuis rejoint leur campagne et appelons à la solidarité internationale pour soutenir leur lutte.

À la suite du tremblement de terre qui a frappé la côte japonaise en mars 2011 et de la destruction qui a suivi la catastrophe de Fukushima Daiichi, ceux qui vivaient à proximité ont dû être relogés en raison du danger des radiations dans ces endroits. Pour ce faire, le gouvernement japonais leur a accordé une indemnité de logement qui leur a permis de rester hors de la zone irradiée, à un coût abordable, malgré la perte de nombreuses maisons en raison de la catastrophe. Depuis lors, le niveau de rayonnement a peu fluctué dans la région, restant bien au-dessus des normes de sécurité internationalement reconnues. Cependant, le 31 mars 2017, le gouvernement japonais a voulu non seulement réduire considérablement le seuil de radiation considéré comme acceptable aujourd'hui, mais également obliger le retour des réfugiés de Fukushima dans leur lieu de résidence d'origine en supprimant toute aide au loyer. Dans les deux scénarios, nous considérons qu'il s'agit d'un grave risque pour la santé et même pour la vie des personnes affectées ainsi que d'un déni flagrant de leur droit au logement. C'est inacceptable!

Notre organisation joint ainsi sa voix à celle du Citizens' Network for the Evacuation from Radiation [Réseau des citoyens pour l'évacuation des zones radiées], No-Vox Japan [No-Vox Japon] et l'ensemble du réseau international No Vox, et formule ces exigences:

Au gouvernement du Japon:

- Appliquer le principe de précaution et établir dans sa législation que la dose maximale acceptable de radiation annuelle est de 1 millisievert (mSv);
- Permettre aux réfugiés de Fukushima de vivre en dehors de la zone irradiée et, pour cette raison, maintenir pleinement leur allocation de logement;

À l'ONU:

- Afin de respecter le droit à la vie et à un logement convenable en toutes circonstances, adopter un accord international exigeant de tous les gouvernements qu'ils adoptent une législation similaire fixant à 1 millisievert (mSv) la dose annuelle maximale admissible de radiation;
- Formuler un appel à la Cour pénale internationale afin que les responsables de l'usine de Fukushima Daiichi, qui ont sciemment menti aux populations des alentours, soient poursuivis pour crimes contre l'humanité.

Pour plus d'informations, voir ici

<http://fukushima-evacuation-e.blogspot.pt/>

GROUPES DE TRAVAIL

La Coalition Européenne d'Actions pour le Droit au Logement et à la Ville est un réseau d'environ 27 mouvements de base dans 20 pays à travers l'Europe. Nous partageons les compétences, nous menons des campagnes, et construisons les connaissances. Nous avons une grande réunion tous les 6 mois avec des délégués de tous les groupes, et nous nous organisons en groupes de travail. Actuellement, les groupes de travail sont: Mobilisation, Recherche, Compétences et Communication.

Communication

Nous avons une nouvelle équipe de communication pour la coalition. Nous sommes sur un groupe whatsapp afin de partager nos luttes respectives à l'échelle internationale, et les faire connaître sur nos médias sociaux. Si vous souhaitez publier votre action à l'échelle internationale, contactez-nous sur housing@riseup.net ou tweetez sur @4housingandcity. Nous produisons également ce bulletin! Prenez contact avec nous s'il y a quelque chose que vous souhaitez inclure ou mettre sur le site. Nous produisons actuellement une brochure générale qui présente la coalition. Elle inclut notre histoire, nos membres, ainsi que notre politique. Cela signifie que nous traversons un processus d'accord sur notre politique et vision partagées actuellement! Nous l'aurons terminée d'ici la fin de l'été 2017.

Campagne sur la financiarisation

Nous nous sommes rencontrés en avril à Milan pour construire notre campagne contre le pouvoir de la finance dans le logement et dans les villes. Nous avons décidé d'avoir une vaste campagne qui parle des nombreuses formes de la financiarisation, et avons donné aux groupes membres une grande place afin de mettre en avant leurs propres problématiques. Bien que cela pourrait rendre notre action plus diffuse, il y a eu un ac-

cord général pour une campagne de sensibilisation qui comprendrait des luttes locales, plutôt que de se fixer immédiatement une cible transnationale liée à l'UE.

Nous allons encore beaucoup travailler sur les exigences, y compris lors de notre réunion à Belgrade en juin, mais nous ne commencerons pas à nous concentrer sur un seul changement. Il y avait beaucoup d'énergie autour de la propriété MIPIM qui faisait l'objet d'une attention centrale. Le groupe de travail de recherche a créé la définition de travail ci-dessous et crée actuellement une courte brochure expliquant les différentes formes de financiarisation et la manière dont elles prennent place sur l'ensemble du continent. Notre lancement de la campagne sera notre action du vendredi 6 et samedi 7 octobre. Nous nous réunirons au G20 à Hambourg pour continuer à travailler ensemble.

FINANCIARISATION: une définition de travail. La transformation complète du logement en marchandise, non



Réunion de deux groupes de travail Financiarisation et

seulement sur les marchés immobiliers, mais aussi sur les marchés financiers. Cette transformation implique l'ouverture du logement à la spéculation ainsi que le retrait de la fonction sociale du logement à la fois comme besoin social essentiel et droit humain fondamental. La financiarisation du logement résulte de l'expansion du capitalisme néolibéral et de son désir de marchandisation de toutes les sphères de la vie. La déréglementation néolibérale incite le secteur privé à s'appropriier le logement et à le transformer en marchandise. De plus, la déréglementation facilite le financement du logement par le secteur privé, ce qui permet la spéculation sur le logement.

Il existe trois formes fondamentales que prend la financiarisation du logement. La première concerne les hypothèques pour accéder à la propriété privée, qui créent des familles endettées. La deuxième se concrétise à travers les investissements directs et spéculatifs des fonds spéculatifs, poussant en conséquence les prix vers le haut et rendant l'accès au logement plus difficile. Les partenariats public-privé qui fourniraient supposément des logements sociaux / «suffisants» pour couvrir le besoin existant constituent en réalité le troisième moyen de financiarisation dès lors que l'accès à ce type de logement est limité à certains segments de la société et à ceux qui en ont besoin. Ainsi, ces logements se retrouvent également sous le régime spéculatif du secteur privé.

Les principaux acteurs qui financent le logement fonctionnent simultanément sur trois niveaux différents : acteurs trans-/internationaux (l'UE et ses institutions, les institutions financières ; le FMI, la BM, la BCE), les

États et institutions nationales, ainsi que la ville et/ou les municipalités. Le groupe de travail de recherche s'efforce d'analyser ces différents niveaux. Même si la financiarisation du logement prend différentes formes dans différents contextes, les conséquences sont identifiables de manière similaire partout : privatisation quasi complète des stocks de logements publics, augmentation des loyers sur le marché, multiplication des bâtiments vides/vacants, baux fonciers pour les développements privés, gentrification toujours plus importante des quartiers, et touristification de nos centres villes. Ces processus ont d'énormes conséquences sociales pour la vie des personnes (expulsion, sans-abrisme, exclusion, ségrégation sociale, chômage, atteinte aux droits de l'enfant, dégradation de la santé, de la qualité de vie générale et perte de contrôle sur sa propre vie). Nous devons aborder toutes ces conséquences dès lors qu'elles peuvent être tracées de différentes façons par tous les groupes dans le mouvement de justice du logement de la Coalition. Nous avons participé à de nombreuses initiatives internationales au cours des derniers mois, des conférences d'activistes-chercheurs, à l'Alter-Summit à Bruxelles, aux réunions sur les paradigmes de financement alternatif pour les militants.

ACTION A GRENOBLE

Mars 2017

Nous avons soutenu une série d'événements et d'actions à Grenoble du 7 au 12 mars à l'occasion de la biennale des "Villes en transition". Des débats, ateliers et actions alternatives se sont déroulés sur un large éventail de thèmes, dont beaucoup sur le droit au logement. Ceux-ci ont été co-organisés par le DAL Grenoble, l'Atelier Populaire d'Urbanisme et le Forum Géopolitique critique. Au moment où cela sera imprimé, il aura déjà eu lieu - nous sommes sûrs que cela aura été un grand succès!

NOUVEAUX MEMBRES

A City For All [Une ville pour tous], Francfort

À Francfort et dans toute la région du Rhin-Main, nous vivons une grave pénurie de logements. Pour les personnes à faible revenu à Francfort, le «droit au logement» a été aboli de facto. Même avec un revenu moyen, il est devenu de plus en plus difficile de trouver un logement abordable dans un endroit central. Dans le même temps, les personnes avec ou sans permis doivent vivre dans les rues de la «capitale financière» autoproclamée. Les politiques urbaines alimentent ces développements au lieu de garantir l'égalité sociale : ABG-Holding, l'association de logement appartenant à la ville, détient le cinquième de tous les appartements loués à Francfort. Cependant, l'association fonctionne comme un investisseur immobilier à but lucratif. En ce sens, la politique de la ville et l'ABG sont responsables de la situation du logement à Francfort et dans la

Bienvenue à Belgrade (rencontre du 21 au 25 juin)

région. Nous exigeons un gel de loyer immédiat pour tous les appartements contrôlés par l'ABG (ce que nous avons obtenu cette année), une augmentation du logement public et la démocratisation de l'entreprise de logement appartenant à la ville. À long terme, au moins la moitié du parc immobilier existant doit être placé sous l'autorité publique et devrait au final être contrôlé par les locataires. Nous avons organisé quelques manifestations, bloqué le siège de l'ABG Holding, perturbé les événements publics organisés par les autorités municipales, publié de nombreux communiqués de presse, recueilli des signatures et essayé d'organiser les locataires d'ABG.



A City for All - "A qui appartient Francfort ?"

Urban Reactor, Tbilisi, Georgia

Urban Reactor a été créé en 2007 et a été impliqué dans de nombreux projets et activités concernant l'éducation, la recherche, l'édition, etc. Le projet principal de Urban Reactor est devenu une plate-forme appelée Library [Bibliothèque] pour les Built Environment Studies [études sur l'environnement bâti] qui a débuté en 2010. L'idée était de créer un espace pour promouvoir une connaissance critique des questions urbaines d'une manière la plus approfondie possible. À travers la bibliothèque, de nombreux textes clés ont été traduits, des conférences et des discussions ont été organisées. En ce moment, nous travaillons sur le projet de recherche intitulé Housing Supply Policy: Challenges and Perspectives [Politique d'approvisionnement en matière de logement : défis et perspectives]. L'objectif du projet est de clarifier ce qu'est la politique du logement du gouvernement géorgien aux niveaux central et local, d'acquies des connaissances sur l'expérience internationale et d'établir un premier brouillon d'une possible politique du logement dans la capitale de la Géorgie à Tbilissi. Au-delà de la recherche, nous travaillons en partenariat avec la plate-forme analytique en ligne European.ge afin de promouvoir la connaissance de la problématique et de publier des traductions de textes clés et de nos propres articles sur le sujet. En outre, nous travaillons avec les syndicats pour lancer la campagne sur le logement abordable pour les travailleurs.

URBAN REACTOR

«La ville de l'avenir vous souhaite un accueil chaleureux», déclare le Guide de l'investisseur de Belgrade, l'un des nombreux outils avec lesquels le gouvernement local exécute sa stratégie de développement, visant à attirer autant d'investissements étrangers que possible, à n'importe quel prix. Les avantages offerts incluent toute une gamme d'incitations financières et fiscales telles qu'une baisse significative des coûts de contribution salariale, des subventions de l'État pour de nouveaux emplois, l'exonération des cotisations sociales, de l'impôt sur le revenu, ainsi que des taxes sur les bénéficiaires, des terres gratuites et des infrastructures peu coûteuses. Dans une course vers le bas, le Premier ministre serbe garantit même une offre de 5% supérieure à celle que vous obtiendriez dans n'importe quel autre pays de la région. Les autorités municipales ont proclamé avec fierté que Belgrade soit devenue "la ville des grues" avec 500 chantiers et des millions de mètres carrés à construire. Bien que l'économie productive se rétrécisse continuellement, les centres commerciaux, les hôtels haut de gamme et les blocs de logements de luxe sont en plein essor, ce qui ouvre la voie à une bulle économique bien trop familière. Et alors que les autorités municipales espèrent que, en créant une image d'une ville dans laquelle il vaut la peine d'investir, cela pourrait devenir ainsi, les citoyens n'ont pas vraiment matière à espérer. Les logements neufs sont loin d'être abordables pour le ménage moyen. En fait, même les logements existants sont hors de portée de la majorité. Selon les informations fournies par Eurostat, quelques 70,8% de la population de la Serbie a de sérieux problèmes à affronter les dépenses de logement. Le ratio entre le revenu annuel du ménage et le coût d'un appartement est de 13 à 1, bien au-delà de ce qui est considéré comme un seuil d'intervention de l'État sur le marché. Pendant ce temps, la seule alternative à l'acquisition d'un appartement est le secteur de la location privée non réglementé (le logement social étant tellement marginal qu'il est difficile de le revendiquer même s'il existe). La plupart des logements existants à Belgrade ont été construits pendant l'ère socialiste, lorsque le logement était considéré comme un droit, et son développement était un pilier important des objectifs modernistes de la société. Maintenant, le logement est un problème privé, et de plus en plus insoluble. Le coût trop élevé de l'achat ou de la location d'un appartement, la pauvreté énergétique menant à des dettes d'utilité, la saisie en raison de l'insécurité de l'emploi et des fluctuations de la monnaie, et toutes sortes d'autres expulsions se propagent beaucoup plus rapidement qu'une articulation du problème et une mobilisation de personnes qui les accompagne. Ainsi, lorsque vous venez pour la réunion d'été de la Coalition, vous pouvez également investir à Belgrade, mais de la manière la plus importante - dans le fait que son peuple exige une société plus juste. Ensemble, nous devons interroger ce pouvoir de la finance et apprendre comment les gens luttent à travers le continent. Nous examinerons la spéculation et la façon dont les gens font campagne contre les investissements financiarisés du 22 au 25 juin avec une série d'événements publics et une réunion interne de la coalition. Bienvenue à Belgrade!

NOUS SOMMES NOMBREUX!

NOUS SOMMES BRUYANTS!

LE MONDE NOUS ENTENDRA

Juillet 2017, le sommet du G20 à Hambourg. Avec les 20 leaders les plus puissants du monde, dans un monde en crise profonde et en agitation, les médias mondiaux seront présents. Cependant, les puissants ne seront pas les seuls à être là. Nous veillerons à ce que les voix des nombreuses et différentes luttes autour du globe soient aussi «dans l'air» : les voix contre les inégalités sociales, l'austérité et l'exploitation ; les voix contre la guerre et les éco-catastrophes artificielles ; nos voix pour la solidarité, d'autres choix et visions. Nous savons que nous pouvons faire entendre notre voix, si nous sommes bruyants et clairs. Seattle 1999, les marches mondiales contre la guerre du Golfe, les places de Madrid, Istanbul, New York et Lagos, Blockupy 2015 à Francfort et les Global Women's Marches l'ont prouvé. Le G20 tentera de faire la quadrature du cercle et de protéger le système de domination mondialisé de sa propre autodestructivité. Et ils essaieront de réorganiser le monde entier afin de servir les intérêts des riches et des puissants. C'est pourquoi nous, la résistance animée dans nos nombreuses formes, seront à Hambourg. Laissez-les définir leurs problèmes mondiaux ; nous définirons le nôtre. Laissez-les discuter de leur développement capitaliste ; nous serons bruyants contre l'exploitation du travail et la destruction de la nature au nom du profit et bruyants pour l'égalité des droits et l'égalité des sexes. Laissez-les parler de leur «crise migratoire» ; nous nous lèverons pour l'ouverture des frontières et contre le racisme ; nous aborderons la production systématique de la pauvreté et de la guerre qui oblige des millions de personnes à se déplacer. Laissez-les parler des accords de libre-échange ; nous nous ferons entendre sur la transparence, la souveraineté politique, culturelle et alimentaire et contre leurs pratiques (post-)impérialistes envers l'hémisphère sud. Laissez-les parler de la «guerre contre le terrorisme» et du «choc des cultures» ; nous crions pour la paix et contre leur bellicisme et leur torture, contre leur production de la peur et de l'islamophobie. Nous contrerons leurs tentatives de nous diviser et de nous gouverner à jamais avec notre protestation créative et notre résistance féroce. Aucun d'entre nous ne pense que le monde est facile à expliquer. Pourtant, nous sommes déterminés à nous opposer à tous les politiciens qui savent prétendument mieux que nous ce qui est bon pour leurs pays et pour le monde. Ces nouvelles figures politiques semblent aborder la question sociale, les effets sociaux d'un ordre mondial néolibéral depuis plusieurs décennies. Cependant, nous savons que, dans leurs efforts pour nous maintenir divisés, ils nous poussent à rivaliser et à haïr nos frères et sœurs de l'autre côté de leurs frontières et finalement dans leurs guerres sales. Nous connaissons leurs plans et nous ne laisserons pas cela se produire. Nous n'entrons pas dans leur jeu qui consiste à faire du plus faible le bouc émissaire de notre monde dans le faux espoir que cela changera la misère de notre vie quotidienne. Contre leur rivalité, nous exprimons notre solidarité ; contre leur exploitation et leur expropriation même de l'air que nous respirons, nous opposons la coopération des individus libres et l'utili-

sation gratuite des biens communs ; contre leurs guerres, nous optons pour la sororité et la fraternité, pour la liberté et pour l'égalité. Nous voyons les protestations contre le G20 comme une chance d'envoyer un signal fort au monde que nous sommes nombreux à croire aux alternatives globales. Nous croyons en des alternatives en dehors et contre la mondialisation néolibérale, contre le nationalisme et le régime autocratique. Nous croyons à la mondialisation de la justice et des droits pour tous et nous rejetons toutes les «solutions» nationalistes et xénophobes, qui sont leurs solutions contre notre vision d'un monde juste, un monde uni par la solidarité. Le contre-sommet, le campement, le rassemblement transnational avec des dizaines de milliers de personnes dans la ville de Hambourg et les actions de désobéissance civile de masse nous donneront l'opportunité de nous rencontrer, de discuter et de partager nos visions, idées et pratiques de résistance, d'un monde de liberté, d'égalité et de solidarité.

Allons enfants!

En 2017, la Bastille se trouve à Hambourg

La « semaine compacte » de la solidarité mondiale contre le G20 nous donnera de nombreuses opportunités pour mettre en mots l'autre monde et notre conviction qu'il est possible. Au « Sommet de la solidarité mondiale » (5 et 6 juillet) ou au campement ouvert (du 2 au 8 juillet), à travers les actions de désobéissance civile de masse le jour du sommet officiel (7 juillet) ou à la marge, lors de manifestations vivantes et colorées au cœur de la ville (8 juillet), nous nous organiserons et célébrerons, remplirons les places et les rues d'Hambourg, débatterons et crions ! Faisons du sommet du G20 un véritable contre-sommet des nombreux, des désobéissants du monde. Venez et rejoignez-nous à la réunion internationale de préparation à Hambourg le 7 avril, prenez contact avec nous par mail.

Rendez-vous à Hamburg!

Le groupe international de travail NO-g20

<http://g20-protest.info/> international@g20-2017.org

Les prochaines actions coordonnées de la Coalition auront lieu le vendredi 6 et samedi 7 octobre, avec le lancement de notre nouvelle campagne sur la Financiarisation du logement et de la ville. Prenez contact avec nous via notre site internet à www.housingnotprofit.org, @4HousingandCity, ou [facebook.com/europeancoalition](https://www.facebook.com/europeancoalition)

Apollo House

Fin 2016 / début 2017, une intervention publique a été entreprise dans le centre-ville de Dublin pour entrer dans un bâtiment vide et l'occuper, y faire des travaux pour le rendre vivable, et le transformer en une maison sûre et accueillante pour les personnes sans-abri dormant à la dure de Dublin. Sous la bannière de la campagne "Home Sweet Home" ["Maison, douce maison"] une coalition flexible et, de temps en temps, difficile d'activistes du logement, de syndicalistes et d'artistes célèbres ont organisé l'occupation massive la plus grande et la plus populaire d'un bâtiment irlandais depuis des décennies.

Le bâtiment en question est tenu par la National Asset Management Agency (NAMA) [Agence nationale de gestion des actifs], une mauvaise banque créée par le gouvernement irlandais à la fin de 2009 afin de contracter officiellement des emprunts de promotion immobilière auprès de banques irlandaises, qui a été visée spécifiquement pour cette raison. Les banques irlandaises en faillite étaient autorisées à échanger 74.3 milliards d'euros de prêts immobiliers insolubles en 32 milliards d'euros d'obligations sécurisées garanties par le gouvernement, et NAMA est le véhicule d'État possédant ces prêts, vendant les bâtiments aux spéculateurs internationaux et aux fonds vautours au prix d'une perte massive du contribuable, et construisant des immeubles de bureaux au lieu de logements sociaux. Ce bâtiment vide, possédé en réalité par l'État qui a sauvé les banques en imposant l'austérité, a été occupé pour mettre en évidence la contradiction qui existe entre les bâtiments vides et les personnes sans-abri, et réfuter l'idée que rien ne peut être fait.

Après un travail d'entrée et de maintenance clandestin, Apollo House a été ouverte le vendredi 16 décembre, et la diffusion de cette nouvelle a permis l'entrée de cette histoire dans un nouveau cycle; il y a eu une explosion du soutien du public. Après quelques jours, des donations non sollicitées ont dû être refusées à cause de l'absence d'espace, et la fourniture d'un matériel considérable a été entièrement rassemblé par le biais d'appels sur les médias sociaux. Les règles ont rapidement dû être resserrées en raison des responsabilités concernant la réception des donations afin de s'assurer que les donations en liquide puissent être prises en compte, et un nouveau moyen de financement potentiel a pris vie pour l'impression de bannières et de prospectus, au point qu'il a fini par constituer un fonds qui finira par soutenir les ressources communautaires des prochaines années.

Il était généralement présumé que BNP Paribas, les récepteurs nommés par NAMA, attendrait que le soutien public stimulé par les vacances se calme avant d'amorcer des procédures judiciaires, et que la lutte réelle commencerait quand les arbres de Noël auraient commencé à tomber début janvier. Cependant, ils ont mal calculé la chose, en pensant que la campagne était au petit bonheur la chance et désorganisée, et ont déposé une injonction devant la Cour Suprême irlandaise le mercredi suivant. Ne sachant pas qui était dans le bâtiment ou pourquoi, ils étaient eux-mêmes non préparés et

dépendaient de fausses déclarations du Conseil municipal de Dublin (DCC) déclarant qu'il n'y avait pas besoin d'une telle intervention, et qu'il y avait un besoin urgent d'expulser tous les transgresseurs du bâtiment dont la démolition était prévue six mois plus tard. Home Sweet Home a apporté des attestations témoignant de l'expérience professionnelle de constructeurs, des agents de sécurité, des médecins et des professionnels de santé sociaux travaillant bénévolement en équipe à l'intérieur d'Apollo, et de façon cruciale, une attestation de l'avocat respecté des sans-abris Fr. Peter McVerry selon laquelle le niveau de vie à Apollo House était très élevé, et qu'en réalité il n'y avait pas assez de lits pour tous ceux qui dorment à la dure. Au final, le juge a accordé un sursis à l'exécution de l'injonction demandée par les récepteurs, qui l'ont signifié par voie légale; personne dans la Apollo House serait en violation de propriété jusqu'au 11 janvier. Cela était conditionné au fait que Home Sweet Home devrait travailler avec les récepteurs, y compris payer de la sécurité 24 heures sur 24, en plus de l'équipe de sécurité volontaire afin de conserver l'assurance de responsabilité civile pour le bâtiment. Cela constituait de loin le coût le plus important, et le reste de l'argent financera un programme de subventions communautaires radical, pour financer les activités des groupes radicaux et des ressources communautaires.

L'administration quotidienne d'Apollo House a été supervisée par le Irish Housing Network (IHN) [le réseau



irlandais du logement], en collaboration avec des groupes de soutien de personnes sans-abri volontaires, et utilisant la structure d'équipes de travail en commun de l'IHN, se concentrant sur le soutien, la sensibilisation, et les médias pour s'occuper d'un bâtiment, aussi bien que sa philosophie consistant à laisser leur place aux personnes les plus affectées. Ceci a permis à de nouveaux volontaires d'être rapidement intégrés dans des équipes selon leurs compétences et intérêt et a facilité le fait que plus de 700 personnes participent au moins à une action. La chose la plus notable au sujet des volontaires était leur diversité, tant en termes de classe que de leurs visions politiques. Les libéraux centristes travaillant aux côtés des républicains dissidents ont fourni une occasion jusqu'alors inimaginable pour une politisation radicale d'une perspective des premiers principes.

La nature positive de la manière dont la Apollo House a été dépeinte et perçue est la conséquence de plusieurs facteurs fortuits. Premièrement, le fait d'avoir des porte-paroles célèbres qui ont laissé la voie libre tout en accordant des interviews de premier plan à des organisations médiatiques bien établies, a conféré au projet une crédibilité humanitaire qui a semblé dans un premier temps apolitique, et a rendu le projet plus difficile à critiquer du point de vue de la droite. Deuxièmement, la discipline médiatique dès le premier jour a empêché les opportunistes politiques de détourner le projet dans les médias et a également rendu plus facile le contrôle du message, incluant des communiqués de presse quoti-

diens et des conférences de presse qui ont souligné le nombre de personnes sans-abri ainsi que la nature politique de la crise du logement en Irlande aussi bien que les améliorations quotidiennes de la Apollo House. Troisièmement, en étant capable de faire des déclarations distinctes de la politique de NAMA, au vu de l'échec politique des partis au gouvernement à endiguer la crise du logement ou à construire des logements sociaux, et au vu de l'environnement inspirant du bâtiment et le soutien public; il était plus facile de faire face au barrage de l'attention médiatique. Également, en formulant des critiques séparées du conseil municipal et du ministère du logement, les représentants du conseil municipal ont été forcés de répondre publiquement en critiquant le gouvernement malgré leurs tentatives de présenter un front uni.

La décision de partir le 11 janvier plutôt que de lutter contre l'expulsion découle du soutien extrêmement fort apporté aux résidents de la Apollo House (seules des personnes sans-abri dormaient dans la Apollo House), dont quelques-uns sortaient tout juste de situations d'extrême vulnérabilité. Cela ne serait plus possible suite à une décision judiciaire qui donnerait potentiellement aux occupants un casier judiciaire, tout comme risquerait de faire perdre leurs emplois aux travailleurs sociaux de santé volontaires. Au lieu de cela, les groupes qui composent le Irish Housing Network sont retournés à leurs communautés pour se regrouper, transmettre les leçons apprises et se préparer pour le prochain combat.



Irish Housing Network - Occupation de la Apollo House

AVM - A VAROS MINDENKIE

Comment les sans-abris, les personnes vivant dans un logement de grande pauvreté et leurs «alliés» travaillent-ils ensemble dans The City is for All (La ville pour tous - AVM) ? Comment essayons-nous d'atteindre l'égalité de participation dans notre groupe ? Comment autonomisons-nous nos membres «touchés» ? Depuis sa fondation, The City is for All (AVM) est un effort conjoint des personnes touchées par un logement insuffisant et leurs alliés pour lutter pour le droit au logement et contre la criminalisation de la pauvreté et du sans-abrisme. Allié est un terme qui se réfère aux membres de la classe moyenne du groupe, généralement issus d'un milieu de sciences sociales avec des compétences organisationnelles issues de l'expérience dans l'activisme de la justice sociale de gauche. L'idée sous-jacente est que les alliés utilisent leurs connais-

sances dans la théorie sociale critique et l'expérience de l'organisation communautaire pour aider les membres affectés du groupe dans le développement de leur conscience politique et des compétences tactiques et organisationnelles. Le but du groupe est d'abord et avant tout d'être une plate-forme pour l'organisation politique des personnes touchées. Pour cela, il est essentiel que les membres affectés jouent un rôle important dans l'établissement de l'agenda politique de notre groupe, présentent le groupe au public, etc. Cependant, une certaine tension résulte des inégalités dans le capital culturel et dans les compétences généralement reconnues entre les membres affectés et les membres alliés. Quelle que soit la critique du groupe vis-à-vis des systèmes de reconnaissance existants, nous ne pouvons nous libérer de leurs implications et de leurs effets sur les hiérarchies de groupe. Les problèmes viennent du fait que :

- les alliés soient perçus comme parlant bien, avec éloquence
- les alliés aient de bonnes infrastructures de communication, des relations précieuses et parlent des langues étrangères
- le public identifie facilement le groupe à partir d'un ou deux membres alliés, ce qui renforce la reconnaissance inégale et les inégalités de pouvoir intérieur

Pour éviter la reproduction de structures de pouvoir inégales, nous établissons certaines règles procédurales. Le but direct de celles-ci est de renforcer les initiatives des membres affectés, de faciliter une participation égale et de contrer le renforcement spontané des inégalités ou de la tyrannie de l'absence de structure. Nous essayons de rendre explicites les inégalités de pouvoir, en ce qui concerne non seulement la classe, mais aussi l'éducation, le genre ou les inégalités existant entre les nouveaux et les anciens membres. Nous avons développé une structure et nous développons de manière continue une culture qui tente de réfléchir sur les privilèges et de réduire leurs conséquences. Le ratio des membres affectés et des membres alliés est d'environ 3-4 pour 1, ainsi les membres alliés sont toujours en minorité. Cela signifie que pour les activistes de la classe moyenne, il est très difficile de devenir membre ; au cours des 4 dernières années, 4 membres alliés ont reçu des invitations. AVM est évidemment ouvert à toutes les personnes vivant dans un logement de pauvreté ou étant sans-abri. Nous utilisons une méthode de facilitation particulière dans nos réunions : nous accordons la priorité aux



A Város Mindenkié - Photo d'une action

intervenants affectés, ainsi qu'aux femmes, aux nouveaux membres et, en général, à ceux qui parlent moins. Nous n'utilisons pas cette règle de manière mécanique, mais plutôt comme ligne directrice pour les facilitateurs des réunions, et nous insistons davantage sur la règle lorsque nous discutons des questions stratégiques. Nous encourageons également nos membres à assumer des tâches, en particulier des tâches qui vont de pair avec plus de responsabilité et de pouvoir. Pour des tâches plus sérieuses, ou celles qui vont de pair avec la représentation, nous nous nommons les uns les autres. Nous essayons de diminuer le rôle de la communication via Internet dans le groupe car il exclut de la participa-

pas être sans-abri ou avec le fait d'être un citoyen de la classe moyenne. Cela peut ainsi avoir des effets de désautonomisation. Probablement la solution pour cela est de travailler sur la reconnaissance de compétences qui ne sont pas bien reconnues, mais qui peuvent être très importantes, comme être un bon cuisinier ou avoir de bonnes compétences mécaniques.

DAL - DROIT AU LOGEMENT



A Város Mindenkié - Photo d'une manifestation

tion ceux qui n'y ont pas accès. Nous prenons presque toutes les décisions lors de nos réunions en direct, de sorte que personne ne soit exclu en raison de l'absence d'accès à Internet. Mais nous essayons également d'aider nos membres à y accéder, en laissant certains ordinateurs à l'usage des membres. Nous demandons également régulièrement à nos sympathisants de faire don de cahiers usagés, de sorte que les membres qui en ont besoin pour leur travail activiste puissent les utiliser. En ce qui concerne le budget, il est prioritaire que nous puissions payer les frais de communication, les trajets pour se rendre aux réunions, etc. Nous organisons régulièrement des ateliers et formations internes sur des sujets variés (concrètement, ce sont des sessions d'éducation populaire internes), telles que les bases de l'utilisation d'Internet, l'anglais, la facilitation de groupe, le recrutement, la rencontre avec les autorités ou sur des sujets politiques ou théoriques. Nous avons une règle très stricte concernant la représentation. Dans les médias, ou lors de réunions avec d'autres groupes, seuls les membres affectés peuvent représenter collectivement le groupe, ou des membres affectés avec des membres alliés. Dans le passé, nous avons dû refuser beaucoup d'invitations des médias en raison de cette règle. Il a fallu un certain temps pour que les médias s'habituent à cela.

Bien sûr, ces procédures ont leurs revers. Toutes ces procédures rendent le groupe moins accessible aux nouveaux arrivants, car il n'est pas facile de comprendre toutes les règles relatives à la facilitation, à la représentation, etc. (qui rendent parfois les procédures internes bureaucratiques) et donc de devenir vraiment membre. Bien que nous ayons un système de mentorat pour les nouveaux arrivants, certaines difficultés de socialisation sont inévitables et cela rend plus difficile la construction de base. Parce qu'il est très difficile pour les gens de la classe moyenne de devenir membres, ceux qui entrent sont généralement des organisateurs très expérimentés avec un énorme capital culturel. Cela peut donner lieu à la fausse impression que la compréhension de la théorie sociale critique ou de bonnes compétences organisationnelles vont de pair avec le fait de ne

En France : 2.8 millions de logements vides - 1.8 Million de demandeurs de logements sociaux dont 145 000 sans logis. Ces chiffres très officiels fournis par l'Institut National de Statistiques et d'Études Économiques et la fondation Abbé Pierre nous servent à dénoncer la situation dans notre pays et surtout à mener la lutte pour l'application de la loi de Réquisition par l'État, contre les maires qui disposent de ce pouvoir mais refusent de l'appliquer pour favoriser le marché et laisser la spéculation se développer. Depuis des années cette lutte est une de nos priorités et nous ne manquons pas d'imagination pour la rendre visible. Notre dernière campagne a été créée par le Dal Toulouse, elle s'appelle Réquisition Go, en référence à Pokémon Go. Cherchez des logements, des bâtiments vides plutôt que des Pokémon. L'initiative a commencé à Toulouse et s'est propagée à Paris, à Grenoble, Bordeaux et d'autres villes où un comité Dal existe. L'objectif final est double, bien évidemment, réquisitionner des bâtiments vides appartenant au public ou à des acteurs financiers majeurs, mais aussi dénoncer et rendre visible les bâtiments vides qui, pour des raisons pratiques (agents de sécurité, vidéos de surveillance, etc.), il est impossible d'occuper sans obliger l'état à appliquer la loi de réquisition. Dans chaque ville, les militant-e-s organisent des marches pour dénoncer

RÉQUISITION GO!!



Droit au Logement - Photo d'une action de la campagne "RequisitionGO", inspirée par le jeu PokemonGO, Toulouse, 2017

cette absurdité qu'est la non occupation d'immeubles entiers vides pour des raisons essentiellement spéculatives. Nous avons ainsi mis en place des adresses mail sécurisées où les gens peuvent nous envoyer les adresses de bâtiments vides. Grâce à cela, deux réquisitions ont été ouvertes par le DAL à Paris et à Toulouse. Les deux étaient dans des ailes vides d'hôpitaux, permettant de loger près de 200 personnes. En outre, l'un des bâtiments ciblés à Toulouse était également discrè-

tement / par une ironie du sort / tranquillement utilisé par la municipalité pour faire un refuge pour sans-abris, une réquisition caractérisée mais non nommée comme telle. Bien que à Paris, où la température était négative, la Préfecture a rapidement accepté l'occupation, et à Toulouse, le tribunal a rejeté la demande de l'hôpital d'évacuer l'immeuble occupé, la lutte continue. Le nombre croissant de logements, immeubles, habitations vides pose -- question. En 15 ans, le nombre a doublé en France, en particulier dans les petites villes qui ont perdu une partie de leur population au profit des principales zones urbaines. C'est en particulier le nombre de bureaux vides qui est remarquable dans ces villes: ils sont souvent vendus et revendus entre promoteurs immobiliers, même des fournisseurs de logements sociaux participent parfois de ce marché. Cela crée une bulle spéculative, crée une pénurie de logements, favorise l'augmentation des loyers et des valeurs foncières au détriment des demandeurs de logements publics, sociaux et sans logis. C'est pourquoi nous invitons toutes les personnes en Europe qui ont des problèmes similaires à rejoindre la campagne et à l'utiliser comme bon leur semble.

Organisation

En termes d'organisation de la campagne, le DAL commence recenser par catégories les demandeurs de logement (vivant en hôtels meublés, sans logis, hébergés chez des amis ou par la famille, en sur-occupation, ou dans des taudis etc...) dans des fichiers protégés; Il organise ensuite des réunions collectives par groupe concerné ou de tous les groupes en assemblée générale. Chaque groupe élit ses délégués et trouve des traducteurs pour ceux et celles qui en ont besoin. Commence la recherche de bâtiments à occuper. Pendant un ou deux mois, ils vérifient les adresses dans leur base de données puis demandent leur réquisition. Si pas de réponse des institutions, le dal organise une réquisition citoyenne avec le groupe et des alliés solidaires. L'eau et l'électricité sont mis en place s'ils ne le sont pas déjà. Rapidement, les délégués des familles de l'immeuble occupé demande aux occupants de signer une charte déclarant qu'ils participeront à aux activités collective de la gestion et entretien de l'immeuble. un roulement des tâches est établi. Ils ne prennent pas les bâtiments juste pour rester entre eux, mais pour exiger que la ville achète le bâtiments et le transforme en logement public, social. Les occupants doivent d'abord être logés avant le début des travaux de transformation. Les campements du DAL sont préparés de la même manière. Parfois, les policiers dispersent les gens dans les tentes de manière violente, mais les participants sont préparés pour cela. Lorsque les tentes sont dégagées, les gens restent sur les trottoirs puis se réinstallent. Quand un tribunal exige le démantèlement du campement, Les participants dégagent dans les 6 heures fournies par la notification de la police, mais ils se déplacent alors ailleurs, sur une autre place et le processus légal doit être recommencé. Les campements peuvent durer des mois! Le DAL exige l'application du droit au logement. C'est une fédération de comités à travers la France. Dans chaque ville, il y a un point d'accueil, de permanence, d'information du DAL. Toute personne ayant un problème de logement peut accéder au point d'information et un dossier est

créé pour eux. Ensuite, un groupe collectif est créé à partir de ces personnes qui connaissent des problèmes similaires. Lorsque le groupe est établi, ils s'organisent de manière autonome pour choisir un délégué parmi eux. Le DAL n'interfère pas dans cette décision, mais il demande à ce qu'il y ait un nombre égal d'hommes et de femmes dans le collectif. Les délégués sont responsables du maintien d'un collectif actif. Au comité de Paris par exemple, il y a une réunion hebdomadaire des délégués de tous les groupes de la ville où ils parlent de la situation de leurs groupes. Lors de cette réunions, ils décident des priorités qui devraient être traitées par les collectifs. Régulièrement, il existe une formation de base pour les délégués, par exemple sur la façon de créer un dossier pour une personne, ou les informations à transmettre lorsque les personnes viennent pour obtenir des conseils. Le premier samedi du mois, il y a une assemblée générale où nous décidons des trois actions prioritaires qui auront lieu durant le mois en question. Ensuite, nous agissons collectivement - nous gagnons quand nous sommes forts ensemble!

L'AIDE MUTUELLE COMME INSTRUMENT D'EMANCIPATION ET DE REAPPROPRIATION DES DROITS ET BESOINS

Comité des Habitants de San Siro

S'il y a une crise que nous pouvons renvoyer à l'expéditeur, c'est la crise de l'imagination. La crise économique que nous vivons répand la souffrance, la peur et l'impuissance: perdre son salaire, ne pas réussir à payer les quittances et loyers, ne pas avoir l'argent pour se soigner et étudier, ne pas avoir de futur, se voir décrire ce modèle comme l'unique et inexorable possible...

Il répand le sentiment de culpabilité pour une dette dont nous ne sommes pas responsables. Un sentiment de culpabilité qui accroît la peur et la résignation: sans une alternative, il entraînera une guerre entre les pauvres qui s'égorge pour un morceau de pain pendant que dans les hauts rangs ils se répartissent un énorme gâteau.

On a besoin d'un antidote. Dans les rues d'un quartier de Milan ou d'Athènes, naissent des expériences de solidarité active et, parfois, d'autonomie des territoires. La défense de la maison contre les expulsions devient un réseau d'écoles de langue ou d'activités après l'école, un marché d'échange de biens de première nécessité, un guichet juridique, une fête sur une place publique: la solidarité est contagieuse quand elle sert à lutter. Comme on dit: "À chaque seconde ses besoins. Pour chaque seconde ses possibilités".

Le Secours Mutuel peut être une arme pour reconstruire le tissu social de notre territoire, pour donner à nouveau le pouvoir d'agir à l'intérieur d'une communauté à qui s'est résigné au chômage ou aux travaux précaires, pour se réapproprier un welfare qui ne cesse d'être rogné. À

Milan en 2013 nous avons occupé un espace, l'Espace de Secours Mutuel, avec l'intention de développer un laboratoire à l'intérieur de la ville qui saurait conjuguer la nécessité de construire des mobilisations qui revendiquent des droits avec celui d'avoir un lieu physique de partage de savoirs, d'expériences, de temps et d'énergies qui



Comité des Habitants de San Siro – Première rencontre européenne sur le droit au logement, à l'Espace d'Aide Mutuelle, Milan, 2013

construit un nouveau welfare communautaire. Nous entendons le Secours Mutuel comme un instrument utile à la construction d'une émancipation nécessaire aux personnes : une forte résignation existe concernant ce modèle de développement accompagné d'un sentiment d'impuissance, auquel il faut opposer la possibilité d'agir au sein d'une communauté et d'un territoire, à travers les compétences de chacun d'entre nous qui, mises en commun, peuvent construire un nouveau welfare. Un chômeur peut ainsi recommencer à ressentir son "pouvoir" en apportant sa contribution à la collectivité, en enseignant l'italien aux migrants, ou en enseignant ce qui constituait son travail ou ce pour lequel il ne peut pas travailler : de là, des cours semi-professionnels, des laboratoires artisanaux. N'importe qui peut donner et recevoir d'une communauté, partager un savoir et de son temps : le migrant, après avoir appris l'italien, pourra à son tour enseigner sa langue à d'autres. À l'intérieur de l'espace, au-delà d'y habiter, une centaine de personnes a aujourd'hui donné vie à une gym populaire, un marché d'échange, une université populaire avec des cours de langue, de musique, un groupe d'acquisition d'aliments venant directement des producteurs, un laboratoire d'art et un espace pour les enfants. Qui participe à l'espace peut avoir accès aux cours gratuits de sport ou d'auto formation, acheter de la nourriture saine, échanger des vêtements et objets, lutter ensemble pour avoir une maison. Il peut ainsi avoir accès à un welfare collectif alternatif, en reprenant ses droits et besoins souvent niés ou effacés. Au final, le Secours Mutuel est aussi le pont vers une plus grande conscience politique, car si une personne commence à fréquenter l'espace ou la communauté seulement pour un besoin comme celui d'avoir une gym, apprendre une langue ou accéder à une maison, ce passage peut d'une part le stimuler à apporter sa contribution, en valorisant ses propres compétences et de l'autre lui faire prendre conscience de la nécessité de s'organiser pour revendiquer et reprendre ses droits.

Le conseil municipal de Poznan a été obligé d'arrêter les procédures d'exécution contre les locataires de logements sociaux après l'intervention de Wielkopolskie Stowarzyszenie Lokatorów (Association de locataires de Pologne). Après des mois de lutte, le conseil municipal de Poznan a cessé de permettre aux huissiers de justice d'exécuter des mandats sur le fondement des dettes injustes des personnes vivant dans des logements sociaux. À partir du printemps 2016, le conseil a cessé de renvoyer ces affaires à la cour, ce qui était également le résultat d'une lutte de WSL. Tous les cas en cours ont été suspendus. Au moins 430 familles ont été menacées par ces procédures, mais le nombre réel est susceptible d'être beaucoup plus élevé. Nous considérons cette décision comme un énorme succès pour le mouvement des locataires à Poznan. À Poznan, des dettes étaient encourues par des familles ayant droit à un logement social, mais qui vivaient encore dans un logement privé loué parce que le conseil municipal n'avait pas suffisamment d'unités sociales. Quand une famille était expulsée de son logement privé loué, si la famille gagnait le droit légal au logement social, mais qu'il n'y avait pas de place vacante disponible, le conseil payait un «remboursement» au propriétaire de la maison dans laquelle vivait la famille. Après des années, le conseil a décidé d'essayer de laisser cela à la charge des locataires, en raison de l'argent qu'il payait aux propriétaires privés. Ils ont commencé à appliquer une «location de pénalités» aux locataires qui vivaient encore dans un logement privé, malgré la décision du tribunal en faveur du droit à vivre dans un logement social. Ce loyer "pénalité" était 4 à 5 fois plus élevé que le loyer moyen dans un logement social. Dans le même temps, le conseil municipal ne fournissait pas suffisamment de logements sociaux, alors même qu'il s'agit d'un devoir constitutionnel. WSL s'est fortement opposé à ces pratiques et a exigé un allègement intégral de la dette. Le Défenseur des droits s'est intéressé à ce processus et a partagé l'opinion de WSL. Le conseil municipal est responsable de la crise du logement en raison des politiques désastreuses qu'il a menées pendant des années. En ce moment, nous attendons que la résolution pertinente du conseil municipal (pour annuler complètement la dette) soit soumise à discussion dans la chambre - bien qu'elle aurait dû être annoncée il y a quelques mois, elle n'existe toujours pas aujourd'hui. Cependant, le conseil ne renvoie plus les cas aux tribunaux et aux huissiers de justice. Nous allons maintenir la pression et vous informer de nos actions en cours!



WSL – Poznan

UNE CARAVANE POUR LE LOGEMENT

La réalité du logement au Portugal est à multiples facettes. Avant la crise financière de 2008, les groupes les plus vulnérables, y compris les pauvres, la plupart migrants et appartenant aux communautés Roms, étaient exclus de l'accès au crédit et au marché locatif. En conséquence, de nombreux ménages de ce genre ont été obligés de vivre dans des habitats informels (dans de nombreux cas de véritables bidonvilles), des logements précaires et des habitations surpeuplées. Un programme national de relogement lancé dans les années 1990 a financé la construction massive de logements sociaux, mais le logement social représente environ 2% du stock total de logements et est inaccessible à de nombreuses personnes. Dans les bidonvilles existants, les



Logo de la campagne "Une Caravane pour le Logement" qui sera lancée en Juillet 2017, Portugal

populations sont souvent confrontées à des expulsions forcées violentes sans alternative. Beaucoup de personnes vivent encore dans des logements précaires; et ceux qui sont en mesure de louer finissent par y investir la majorité de leurs revenus - en conséquence, il ne reste souvent presque rien pour payer pour la nourriture, les transports et d'autres services essentiels.

Au lendemain de la crise, beaucoup ont perdu leur emploi (en particulier dans le secteur de la construction, en raison de l'éclatement de la bulle immobilière) et, en même temps, ont perdu des protections sociales en raison des «réformes» d'austérité. La classe dite moyenne qui, au Portugal, comprend des ménages gagnant environ 800 euros par mois¹, a également été profondément affectée. Avec la stagnation ou la chute des revenus, ou le chômage, les ménages de la classe moyenne n'ont pas les moyens de payer le loyer du marché et, en raison de la crise du crédit, sont pratiquement exclus de l'accès aux prêts hypothécaires.

Dans le même temps, l'intersection de nombreux facteurs - la réduction du crédit afin que plus de personnes louent dans un petit marché, la touristification des villes, l'utilisation du logement comme actif financier, l'absence de politique substantielle de logement social, et la promotion du marché de luxe pour les étrangers riches - a stimulé l'explosion des prix du logement dans les principales villes. Les prix du logement ont augmenté de 30 à 40% dans les grandes villes et de 20% dans certaines villes de taille moyenne en seulement quatre ans. La libéralisation totale du marché locatif, demandée par les emprunteurs extérieurs (la «troïka»), a privé

les locataires de la plupart de leurs droits, rendant les contrats de location extrêmement précaires. En conséquence, la plupart des propriétaires de Lisbonne et de Porto préfèrent offrir des contrats d'un an, faisant des augmentations répétées des loyers la norme et facilitant le processus d'expulsion.

Associação Habita! s'est battu pour le droit au logement depuis 2005. Nous avons commencé à soutenir les luttes des personnes les plus vulnérables - les populations souffrant d'expulsions forcées dans les bidonvilles; et avec le temps nous en sommes venus à travailler avec des ménages obligés de squatter pour avoir une maison, avec des locataires menacés par des expulsions, et avec des familles incapables de payer des hypothèques. Habita! a été en mesure de promouvoir l'auto-organisation des résidents dans les quartiers pauvres, ainsi que de créer des réseaux entre les quartiers qui partageaient les mêmes problèmes; et travaille maintenant à relier les luttes des quartiers pauvres aux mouvements de la classe moyenne.

Début 2016, Habita! a réalisé plusieurs rencontres avec le gouvernement national, dont les représentants ont déclaré qu'il n'y avait aucun plan pour développer davantage la politique du logement social. Seuls certains partenariats public-privé étaient envisagés pour accorder de petites quantités de logements abordables à la classe moyenne (excluant ainsi les plus vulnérables) et aucun de ces plans n'a été développé. Habita! a organisé de nombreuses actions dans différents quartiers en 2016, des plaintes juridiques aux actions directes, incluant les occupations du ministère avec des familles expulsées. Habita! a pu stimuler l'attention des médias et mobiliser certains secteurs de la société civile. Il était également responsable de l'organisation de la visite du rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à un logement convenable. Il a également poussé le parlement et les partis politiques à adopter un ordre du jour différent. Au cours des mois qui ont suivi, l'attention renouvelée des médias a accru la pression sur le gouvernement et il a été forcé d'annoncer qu'il allait analyser les besoins en matière de logement, et reconsidérer le besoin de mettre en place de nouvelles politiques de logement social.

À l'heure actuelle, cependant, aucune action concrète n'a été mise en place: aucun calendrier ou ensemble de critères n'ont été publiés, et le dialogue avec la société



Habita! - Photo d'un quartier populaire du Portugal

civile est absent. De nombreux groupes ont donc conclu que cette année 2017 sera cruciale pour une action directe visant à promouvoir la mise en œuvre de politiques nouvelles et efficaces.

Habita! a proposé à une assemblée de groupes et de quartiers, des abonnés aux lettres ouvertes, des associations de locataires et des groupes académiques de promouvoir une action commune en 2017 avec quatre objectifs: maintenir une pression soutenue sur le gouvernement, poussant au développement d'une politique du logement conçue pour répondre aux besoins sociaux réels ; maintenir et accroître la visibilité des problèmes de logement; créer de la solidarité et des réseaux entre les différents quartiers et les groupes sociaux touchés par les problèmes du logement, en définitive, pour la création d'un front commun; indiquer clairement que tous ces groupes et partenaires ont la responsabilité et le droit de faire partie de la conception d'une politique du logement différente.

Avec ces objectifs, nous planifions un projet en deux étapes:

1. Lancer, en juillet, une Caravane du Logement, qui traversera différents quartiers et lieux au Portugal durant une semaine avec des représentants des groupes et des quartiers, un vidéaste, des artistes et des journalistes. La Caravane visitera les endroits où les problèmes de logement sont les plus urgents, y compris les vieux quartiers publics défavorisés, les bidonvilles informels et auto-construits, les centres-villes devenus complètement inabordable. La caravane donnera une visibilité à la réalité du logement au Portugal, recueillant à la fois les problèmes et les propositions en partant du bas.

2. Organiser, au cours du mois d'octobre, une conférence nationale réunissant des représentants des quartiers et des associations, ainsi que des chercheurs, des conseillers élus. Au cours de la conférence, la présentation des problèmes et des propositions recueillis par la Caravane lancera la discussion sur la politique du logement dont le Portugal a besoin. L'objectif principal est de préparer un dossier à remettre au gouvernement.

PAS DE MAISON SANS PERSONNE PAS DE PERSONNE SANS MAISON





EUROPEAN ACTION COALITION

FOR THE RIGHT TO HOUSING AND TO THE CITY

www.housingnotprofit.org | housing@riseup.net

[@4housingandcity](https://twitter.com/4housingandcity) #StopEvictions



Map & artwork by
www.danielstrange.co.uk



EUROPEAN ACTION COALITION
FOR THE RIGHT TO HOUSING AND TO THE CITY